

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1 rue Dufay
76100 Rouen

Rouen, le 17/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

FERME EOLIENNE DE CANEHAN

2 RUE ANDRE BONIN
69004 Lyon

Références : UDRD-2025-10-T-586
Code AIOT : 0005805483

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/09/2025 dans l'établissement FERME EOLIENNE DE CANEHAN implanté Plaine de la Hurière 76260 Canehan. L'inspection a été annoncée le 01/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le programme pluriannuel de contrôle (une visite tous les 7 ans).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FERME EOLIENNE DE CANEHAN
- Plaine de la Hurière 76260 Canehan
- Code AIOT : 0005805483
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Ferme éolienne de Canehan bénéficie des droits acquis au titre des dispositions des articles L.513-1 et R.513-1 du code de l'environnement. Les permis de construire ont été signés le 22 juillet 2010. L'antériorité pour cette installation a été actée par courrier en date du 31 juillet 2012.

Ce parc est situé sur la commune de Canehan (76).

La Ferme éolienne de Canehan regroupe un poste de livraison et 6 éoliennes, avec une hauteur de mât au moyeu de 63 m et un rotor de 70 m de diamètre, soit une hauteur de 120 m en bout de pale. La puissance unitaire des machines est de 2,3 MW, soit un total de 13,8 MW pour l'ensemble du parc. Les aérogénérateurs mis en place sont de marque Enercon, de type E-70.

La Ferme éolienne de Canehan a été mise en service le 6 février 2015.

Le parc fait l'objet d'un bridage acoustique depuis sa mise en service. Le contrôle de conformité acoustique du parc lors de la mise en service a été réalisé avec ce bridage.

La société Ferme éolienne de Canehan est dirigée par la société VENSOLAIR, filiale de la Compagnie Nationale du Rhône. Le suivi de l'exploitation et de la maintenance de ce site est assuré par la société ENERGIE TEAM. La maintenance est réalisée par le constructeur.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Garanties financières	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 31	Demande d'action corrective	1 mois
5	Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15	Demande d'action corrective	3 mois
6	Procédure d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 23	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Contrôle visuel des pâles	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-II	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
8	documentation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.3	Demande d'action corrective	3 mois
9	Systèmes Instrumentés de Sécurité	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-III	Demande d'action corrective	3 mois
10	Entretien des plateformes	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet
3	Retour d'expérience sur la mortalité du site	Code de l'environnement du 05/05/2022, article R 512-69	Sans objet
4	Retour d'expérience sur la mortalité du site	Code de l'environnement du 05/05/2022, article L 411-1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'examen a été mené par sondage. Plusieurs demandes sont formulées auprès de l'exploitant pour la mise à jour des garanties financières du site, la réalisation d'un exercice d'urgence suite à la

détection d'un dysfonctionnement d'un aérogénérateur, les mesures prises suite aux contrôles visuels des pales, la transmission des rapports des contrôles réalisés par drone en français et l'entretien des plateformes.

En particulier, il est demandé à l'exploitant de mettre à jour la liste des systèmes de sécurité instrumentés du site afin que celle-ci comprenne l'ensemble des équipements susceptibles d'être sollicités pour mettre l'installation en sécurité à la suite de la détection d'une anomalie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 31
Thème(s) : Situation administrative, Garanties financières
Prescription contrôlée : Dès la première constitution des garanties financières visées à l'article 30, l'exploitant en actualise le montant avant la mise en service industrielle de l'installation, puis actualise ce montant tous les cinq ans. L'actualisation se fait en application de la formule mentionnée en annexe II au présent arrêté.
Constats : L'exploitant a transmis par courriel du 17 septembre 2025, l'acte de cautionnement en vigueur pour le parc de Canehan. Le montant des garanties correspond à celui exigé pour ce parc. Néanmoins, il vise des références réglementaires abrogées depuis 2017. L'étendue des travaux devant être couverts par les garanties financières, définie à l'article 29 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement, ayant été mise à jour en 2021, il est demandé à l'exploitant de transmettre un acte de cautionnement mentionnant les références réglementaires applicables au site et en vigueur sous 1 mois.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Demande n°1 : L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de fournir un acte de cautionnement mentionnant les références réglementaires des travaux de démantèlement et de remise en état du site en vigueur sous 1 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Suivi environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Risques accidentels, Réalisation suivi environnemental
Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débiter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débiter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation.

Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.

Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées.

Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité" créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil.

Pour un projet de renouvellement autre qu'un renouvellement à l'identique, l'exploitant met en place un suivi environnemental, permettant d'atteindre les objectifs visés au 1er alinéa du présent article, dans les 3 ans qui précèdent le dépôt du projet à connaissance au préfet prévu par le II de l'article R. 181-46 du code de l'environnement.

Constats :

L'exploitant a transmis par courriel du 17 septembre 2025 le rapport de suivi environnemental réalisé sur le site en 2017. Ce suivi avait déjà été transmis suite à la visite de l'inspection des installations classées de 2018.

Il indique que le dépôt sur l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité" (DEPOBIO) n'a été mis en place qu'en juin 2020. Aucun justificatif de dépôt sur la base n'est fourni par l'exploitant.

Un rappel de l'exigence de dépôt des données antérieures à la création de l'outil est fait en séance.

Par courriel du 10 octobre 2025, l'exploitant a informé l'inspection des installations classées que le bureau d'études ayant réalisé le suivi de mortalité est actuellement en redressement judiciaire et qu'il n'a pas de possibilité de récupérer les données brutes de l'étude. Il souligne que ce suivi environnemental ne fait état d'aucune découverte de mortalité. De plus, le muséum d'histoire naturelle ayant fait l'objet d'une cyber-attaque, le site DEPOBIO n'est plus accessible jusqu'à nouvel ordre.

Il est pris acte de cette situation.

L'installation a été mise en service en 2015, aussi un nouveau suivi environnemental doit être réalisé sur le site. L'exploitant indique qu'un suivi est en cours sur le site. Il est rappelé à l'exploitant que celui-ci doit être réalisé conformément au protocole de suivi environnemental des

parcs éoliens terrestres de 2018.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Retour d'expérience sur la mortalité du site

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 05/05/2022, article R 512-69

Thème(s) : Risques accidentels, Retour d'expérience sur la mortalité du site

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. /.../

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

Constats :

Lors de la visite, l'exploitant a présenté la procédure à appliquer en cas de découverte de cadavre d'une espèce protégée sur le site (par le bureau d'étude en charge du suivi environnemental ou par d'autres personnes). Il s'agit d'une procédure ENERGIETEAM. Le document prévoit bien l'information de la DREAL en cas de découverte du cadavre d'une espèce protégée ou s'il y a plus de 2 individus sur la même éolienne. La procédure prévoit que c'est le service biodiversité d'ENERGIETEAM qui réalise l'information à la DREAL.

L'inspection des installations classées informe l'exploitant qu'à compter du 01/01/2026 la télédéclaration des incidents et accidents sera obligatoire sur le site : <https://entreprendre.service-public.fr/vosdroits/R71939>

Le site est d'ores et déjà accessible. Cette télédéclaration concerne les rapports d'incident et d'accident et ne remplace l'information immédiate de la DREAL en cas d'accident.

La société ENERGIETEAM appose des autocollants à l'intérieur des aérogénérateurs pour rappeler que toute découverte de cadavre doit être signalée au centre de conduite.

L'exploitant déclare qu'il n'y a jamais eu de cadavre découvert sur le parc.

Par courriel du 25 septembre 2025, l'exploitant a transmis les procédures en cas de mortalité sur les sites éoliens de VENSOLAIR (filiale de CNR). VENSOLAIR est la société dirigeante de la Ferme Eolienne de Canehan. L'une des procédures est à destination des bureaux d'étude dans le cadre d'un suivi environnemental, l'autre est pour les découvertes hors suivi environnemental.

Ce message informe également l'inspection des installations classées d'un cas de mortalité sur le

<p>site découvert le 27/06/2025 : 1 martinet noir (statut : quasiment menacé NT). Cette découverte n'entre pas dans la catégorie des incidents à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées et sera traitée dans le cadre du suivi environnemental du site.</p> <p>La répartition de missions entre VENSOLAIR et ENERGIETEAM n'est pas très claire, néanmoins les exigences réglementaires sont prévues et mentionnées dans toutes les procédures présentées ou transmises.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Retour d'expérience sur la mortalité du site

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 05/05/2022, article L 411-1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Découverte et information DREAL</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Lorsqu'un intérêt scientifique particulier, le rôle essentiel dans l'écosystème ou les nécessités de la préservation du patrimoine naturel justifient la conservation de sites d'intérêt géologique, d'habitats naturels, d'espèces animales non domestiques ou végétales non cultivées et de leurs habitats, sont interdits :</p> <p>1° La destruction ou l'enlèvement des oeufs ou des nids, la mutilation, la destruction, la capture ou l'enlèvement, la perturbation intentionnelle, la naturalisation d'animaux de ces espèces ou, qu'ils soient vivants ou morts, leur transport, leur colportage, leur utilisation, leur détention, leur mise en vente, leur vente ou leur achat ;</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a présenté la procédure ENERGIETEAM à appliquer en cas de découverte de cadavre sur le site (par le bureau d'étude en charge du suivi environnemental ou par d'autres personnes). La procédure mentionne qu'il faut informer le centre de conduite des installations, envoyer une photo et la localisation de la découverte. L'interdiction de manipuler une espèce protégée sans autorisation préfectorale, même sous forme de cadavre, est rappelée. Le personnel du centre de conduite est chargé de prévenir le chargé d'exploitation du parc et le référent au service biodiversité d'ENERGIETEAM. L'identification de l'espèce est réalisée par du personnel ENERGIETEAM compétent, ou par un bureau d'étude si besoin. Si l'identification à partir de photos n'est pas possible, le cadavre est prélevé pour être examiné.</p> <p>Par courriel du 25 septembre 2025, l'exploitant a transmis les procédures en cas de mortalité sur les sites éoliens de VENSOLAIR (filiale de CNR). VENSOLAIR est la société dirigeante de la Ferme Eolienne de Canéhan. L'une des procédures est à destination des bureaux d'étude dans le cadre d'un suivi environnemental, l'autre est pour les découvertes hors suivi environnemental.</p> <p>L'interdiction de manipuler une espèce protégée sans autorisation préfectorale, même sous forme de cadavre, est rappelée dans les procédures présentées et transmises par l'exploitant.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Maîtrise des risques et Exercices d'entraînement
Prescription contrôlée : Le fonctionnement de l'installation est assuré par un personnel compétent disposant d'une formation portant sur les risques accidentels visés à la section 5 du présent arrêté, ainsi que sur les moyens mis en œuvre pour les éviter. Il connaît les procédures à suivre en cas d'urgence et procède à des exercices d'entraînement, le cas échéant, en lien avec les services de secours.
Constats : La conduite est assurée par le personnel ENERGIETEAM. Il s'agit d'anciens chargés d'exploitation formés aux scénarios accidentels. L'exploitant présente en séance le diaporama de la formation annuelle de prévention des chargés d'exploitation. Cette formation contient des mises en situation avec des appels réels au centre de conduite. La formation fait référence aux fiches réflexe qui reprennent les risques accidentels visés à la section 5 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011. En séance, l'exploitant présente les différentes fiches réflexe pour la gestion d'un incident ou d'un accident. Il est mentionné dans la fiche réflexe Levée de doute terrain « FR.ETE.03.A » que la levée de doute doit être réalisée par les secours. L'inspection des installations classées rappelle en séance qu'il est de la responsabilité de l'exploitant de lever le doute sur un départ de feu sur son installation (ou pour tout fonctionnement anormal de l'aérogénérateur) et non aux services de secours publics. Le chargé d'exploitation indique qu'il peut faire appel à des contacts locaux tels que la mairie pour avoir l'information si un incendie est visible mais cette pratique n'est pas transcrite dans les procédures. Par courriel du 30 septembre, l'exploitant a transmis un compte-rendu d'exercice d'urgence ayant été réalisé avec les services de secours sur le parc éolien de SOUDAN (79). Cet exercice ne portait pas sur les risques accidentels prévus à la section 5 de l'arrêté ministériel mais sur un secours à victimes en nacelle. Il est demandé à l'exploitant de réaliser un exercice d'entraînement à la mise en œuvre des procédures à suivre en cas d'urgence suite à un dysfonctionnement de l'aérogénérateur.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Cf fiche de constat n°6
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Procédure d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 23
Thème(s) : Risques accidentels, Exercice (simulation de situation anormale)
Prescription contrôlée : En cas de détection d'un fonctionnement anormal notamment en cas d'incendie ou d'entrée en survitesse d'un aérogénérateur, l'exploitant ou une personne qu'il aura désignée et formé est en mesure : <ul style="list-style-type: none">- de mettre en œuvre les procédures d'arrêt d'urgence mentionnées à l'article 22 dans un délai maximal de 60 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur ;- de transmettre l'alerte aux services d'urgence compétents dans un délai de 15 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur.
Constats : En séance, l'exploitant déclare qu'il n'y a pas eu d'exercice de situation d'urgence sur le parc de Canehan. Par courriel du 30 septembre, l'exploitant a transmis un compte-rendu d'exercice d'urgence ayant été réalisé avec les services de secours sur le parc éolien de SOUDAN (79). Cet exercice démarre au moment de l'appel des secours aussi il ne permet pas de vérifier que le délai de prévenance des secours est respecté. De plus, l'exercice ne porte pas sur un fonctionnement anormal d'un aérogénérateur mais sur un secours à victimes en nacelle.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Demande n°2 : l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de justifier sous 3 mois qu'il est en mesure de respecter le délai réglementaire de transmission de l'alerte aux services d'urgence compétents dans un délai de 15 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur. Il est invité pour cela à réaliser un exercice démarrant par l'entrée en situation anormale d'un aérogénérateur.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Contrôle visuel des pâles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-II
Thème(s) : Risques accidentels, analyse des rapports de contrôle des pâles
Prescription contrôlée : Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder 6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pales et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, au regard des limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt spécifiées dans les consignes établies en application de l'article 22 du présent arrêté.

Constats :

L'exploitant déclare que le visuel des pales est réalisé annuellement lors de la maintenance générale des aérogénérateurs par le turbinier et annuellement par drone.

Ces deux contrôles sont répartis pour respecter la périodicité de 6 mois exigée par l'arrêté ministériel. De plus, un contrôle visuel est réalisé par les chargés d'exploitation après un orage. L'exploitant est informé via météoorage.

L'exploitant a transmis par courriel du 17 septembre les rapports de maintenance générale réalisés en 2023, 2024 et 2025. L'examen a été mené par sondage. En 2025, les rapports font état de défauts constatés sur les trois pales des éoliennes E1 (n°784496) et E4 (n°784499).

L'exploitant a également transmis par courriel du 30 septembre 2025 les rapports de contrôles réalisés par drone en 2025. Ceux-ci font état de défauts de revêtements sur une ou plusieurs pales pour toutes les éoliennes du parc. De plus, il est mentionné des fissures superficielles sur l'une des pales de E4 et E6.

Le registre de maintenance n'a pas pu être examiné dans le temps imparti de la visite. Il est demandé à l'exploitant d'indiquer les mesures prises pour la remise en état des pales.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°3 : l'inspection des installations classées demande à l'exploitant d'indiquer **sous 3 mois** les mesures prises pour la remise en état des pales suite aux rapports de contrôles visuels de 2025.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : documentation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.3

Thème(s) : Autre, Langue française

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports, registres, manuels, consignes et justificatifs visés par le présent arrêté, dans leur version française, le cas échéant en version dématérialisée.

Par dérogation, le manuel d'entretien destiné à être utilisé par un personnel spécialisé qui dépend du fabricant ou de son mandataire peut être fourni dans une seule des langues communautaires comprises par ce personnel.

Les documents attestant de la conformité de l'installation avant sa mise en service ainsi que les rapports de contrôles et de maintenance établis avant le 30 juin 2020 peuvent ne pas être disponibles dans leur version française.

Les autres documents établis avant le 30 juin 2020 doivent être disponibles en version française à compter du 1er juillet 2022.

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis par courriel du 30 septembre 2025 les rapports de contrôle visuel des pales des aérogénérateurs, réalisés par drone sur l'année 2025. Ceux-ci sont rédigés en anglais.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande n°4 : l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de fournir les rapports de contrôle visuel des pâles des aérogénérateurs, réalisés par drone sur l'année 2025, en français, sous 3 mois.</p> <p>De manière générale, l'exploitant doit veiller au respect de l'article 2.3 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 9 : Systèmes Instrumentés de Sécurité

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-III</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, SIS</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est équipée de systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse.</p> <p>L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps.</p> <p>Selon une fréquence qui ne peut excéder un an, l'exploitant procède au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis par courriel du 17 septembre 2025 la liste des systèmes instrumentés de sécurité. Il s'agit d'une liste de capteurs avec leur rôle, ainsi que la maintenance et les tests nécessaires sur l'objet.</p> <p>Elle ne comprend pas l'ensemble des équipements susceptibles d'être sollicités pour mettre l'installation en sécurité à la suite de la détection d'une anomalie ; le système instrumenté de sécurité (capteur, traitement, actionneur) n'est pas décrit.</p> <p>Hormis pour le détecteur incendie et pour le détecteur de survitesse, on ne sait pas si le traitement du signal envoyé par le détecteur est électronique ou humain (si l'arrêt de l'aérogénérateur est automatisé ou déclenché par le centre de conduite), ni quel équipement va agir pour mettre l'installation en sécurité (frein, pâles mises en drapeau...). Selon la liste présentée, sauf pour la survitesse, seul le détecteur est testé et non la fonction de sécurité.</p> <p>Non-conformité n° 1 : la liste des systèmes instrumentés de sécurité ne comprend pas l'ensemble des équipements susceptibles d'être sollicités pour mettre l'installation en sécurité à la suite de la</p>

détection d'une anomalie.

Par ailleurs, il n'est pas fait mention du nombre de détecteurs présents dans un aérogénérateur, où ils sont positionnés, ni si la fonction de sécurité est déclenchée par un seul détecteur ou s'il faut plusieurs détections pour déclencher la mise en sécurité de l'installation.

Lors de la visite sur le terrain, les techniciens de la société ENERCON ont indiqué qu'ils réalisent le test du détecteur incendie avec une bombe et vérifient dans le SCADA qu'il y a l'affichage d'un code erreur machine.

Ils ont également décrit le test en réel d'une survitesse avec arrêt de l'aérogénérateur.

Par courriel du 30 septembre 2025, l'exploitant a mis à jour la liste des SIS afin de décrire la mise en sécurité de l'installation suite à une détection de survitesse, ainsi que son test.

Par courriel du 17 septembre 2025, l'exploitant a transmis les rapports de maintenance des années 2023, 2024 et 2025. L'examen a été mené par sondage. Les rapports de maintenance indiquent qu'un test du capteur de survitesse avec la masse test a été réalisé et satisfaisant.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°5 : l'inspection des installations demande à l'exploitant de compléter sous **3 mois** sa liste des systèmes instrumentés de sécurité avec l'ensemble des équipements susceptibles d'être sollicités pour mettre l'installation en sécurité à la suite de la détection d'une anomalie.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Entretien des plateformes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7

Thème(s) : Risques chroniques, végétation

Prescription contrôlée :

Le site dispose en permanence d'une voie d'accès carrossable au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours.

Cet accès est entretenu.

Les abords de l'installation placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.

Constats :

Lors de la visite, il a été constaté que les plateformes sont fortement enherbées, avec le développement d'arbustes. Cette végétation est favorable à l'installation d'insectes et plus globalement d'une biodiversité attractive pour les oiseaux. La présence de chenilles sur les mâts des aérogénérateurs a été constatée.

L'exploitant déclare que l'entretien de la plateforme est réalisé régulièrement, tous les 2 à 3 mois.

Il est demandé à l'exploitant de procéder à l'entretien de la plateforme afin d'éliminer les arbustes qui s'y sont développés, et si besoin de revoir sa périodicité d'entretien.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°6 : l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de procéder à l'entretien de la plateforme afin d'éliminer les arbustes qui s'y sont développés **sous 1 mois** et si besoin de revoir sa périodicité d'entretien.

Type de suites proposées : Avec suites**Proposition de suites :** Demande d'action corrective**Proposition de délais :** 1 mois